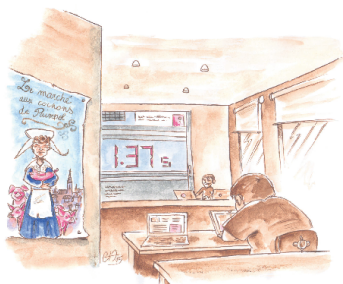


<https://fakirpresse.info/un-marche-fou-et-furieux-3>



Cochons : Â« Un marché fou et furieux Â» (3)

- Le Journal - Dossiers -



Date de mise en ligne : samedi 9 juillet 2016

Copyright © Journal Fakir - Tous droits réservés

Jean-Pierre Joly nous reçoit dans son marché au cadran, à Plérin. En quelques minutes, des dizaines de milliers de porcs seront vendus, les cours fixés pour toute la France.

Et ça va plutôt mal.

À cause de la concurrence allemande, danoise, hollandaise, espagnole.

À moins que la filière ne souffre du « syndrome anglais »...

Quoi ! vas-tu mener, Jean-Pierre,
Mon doux goret au marché ?
As-tu donc un coeur de pierre
Pour le livrer au boucher ?
Je verrais ma vache grasse
S'en aller, sans nul regret,
Si tu voulais faire grâce
Au joli petit goret !

On est au marché au cadran, ce lundi, à Plérin, dans la banlieue de Saint-Brieuc. Le lundi, c'est un petit marché, comparé au jeudi. 25 000 porcs vont quand même s'y vendre, en quarante-cinq minutes.

Il a la goule rosée
Comme le blé-noir fleuri,
Elle est tant et tant rusée
Qu'on dirait souvent qu'il rit ;
Il me fait des mignardises
Ainsi que le sous-préfet ...
Mais il dit moins de bêtises,
Mon joli petit goret !

Dans l'entrée, sous des cadres de verre, est reproduite la chanson de Théodore Botrel, « Le petit goret », avec des cartes postales en noir et blanc, des Bretonnes à hautes coiffes dans leurs fermes à l'ancienne. C'est ainsi, souvent : les institutions présentent l'image inversée de leur réalité.

Je veux, pour sa récompense,
Le nourrir avec grand soin
Jusqu'à ce qu'il ait la panse
Comme celle de l'adjoint !
Pour lui prouver que je l'aime,
Quand viendra l'heure au pauvre...
Je le mangerons... moi-même,
Mon joli petit goret !

Car dans ce marché moderne, on n'en verra pas un seul, de « *petit goret* ». Derrière leurs écrans d'ordinateurs, parfois à distance, les acheteurs - les abattoirs Bigard, les filiales d'Intermarché ou de Leclerc - raflent des lots de 180, 200, 300 cochons, toutes les dix secondes.

Sur (la) paille

Le directeur, Jean-Pierre Joly, nous a ouvert ses portes sans une hésitation.

Avec une compréhensible fierté : « *Puisque vous êtes du Nord, qui mieux que le Nord pouvait faire du porc ? Vous avez des céréales pour les nourrir, vous avez des surfaces pour épandre le lisier, vous aviez tout, mais nous, on s'est pris en main. Le marché est né en 1972, dans le Finistère, un marché local au départ. Les éleveurs se sont groupés pour se défendre face aux acheteurs. Et aujourd'hui, c'est nous qui servons de référence pour toute la France ! Alors que nous ne comptons que trois salariés et demi...* »

On s'est retranchés derrière une baie vitrée, pour ne pas déranger les enchères par clic de souris interposés. Jean-Pierre Joly ponctue l'entretien de « *Ah, c'est encore Bigard qui l'emporte !... Ah, Bigard s'est fait avoir !* », avec une dent, manifestement, contre cet acheteur qui écrase le marché. On est venus avec nos marottes, nous aussi.

« *Est-ce que vous avez un tarif pour le cochon élevé sur paille ?*

â€” *Non, ici on ne fait pas la différence, qu'il soit nourri à la graine de lin, ou label rouge, ou bio. Ça n'est pas valorisé ici, parce que c'est presque "hors marché". Ici, un porc est un porc, y a seulement le scanner à l'entrée de l'abattoir qui détermine le taux de muscle.*

â€” *Mais vous croyez pas que, au-delà du "standard", l'avenir de la filière, c'est d'aller vers la valorisation ? (On se rend compte, en écrivant, qu'on a plus ou moins adopté le langage des techniciens : "valorisation", ça veut dire mettre plus de la valeur ajoutée dans le cochon, en le vendant plus cher grâce à un label, des normes renforcées, etc.)*

_ â€” *La valorisation, c'est que des mots. Je vous donne un exemple : il ne faut plus nourrir à la graisse animale. Les distributeurs le refusent, sous prétexte que depuis la vache folle, les consommateurs n'en veulent pas, mais vous en avez plein vos rayons ! Regardez le porc espagnol !* »

On poursuit avec nos lubies :

« *Il y a eu une série de "plans bretons", dans les années 1950-1960, toute une planification pour installer l'élevage intensif, le complexe agro industriel. Est-ce qu'il ne faudrait pas, à nouveau, de la planification, des plans, pour transformer cet élevage intensif ? Pour aller vers autre chose ? Alors que là, on laisse faire le marché...*

â€” *Je vais vous répondre. Pour moi, l'exemple le plus criant, c'est l'Angleterre. En 1998, sous la pression des distributeurs, à la demande des consommateurs, ils ont mis en place un grand schéma, pour le bien-être animal, pour les normes environnementales. Les éleveurs ont investi. Les coûts de production ont explosé. Sauf que les distributeurs n'ont pas tenu leurs engagements, ils se sont assis dessus. Ils ont importé du porc danois. Et l'Angleterre a divisé sa production par deux. S'il n'y a pas de frontières, le bio et tout ça, c'est inutile.* »

Cas britannique

Pendant une semaine, on l'a entendu partout, le cas britannique.

Chez tous les partisans de l'élevage intensif. Ainsi de David Riou, qui énonçait : « *En Angleterre, avec leurs contraintes, ils se sont mis sur la paille.* » Chez Pierre Rannou, autre éleveur, et ancien président de groupement : « *Ça leur a bien servi, le bien-être animal, en Grande Bretagne ! Ils ont démolé tout le secteur !* » Et Daniel, notre hôte durant ce séjour, nous avait mis de côté un extrait de *Ouest France* : « *Le syndrome anglais menace la filière porcine.* » C'était une légende ou une réalité ?

Simplement de quoi justifier le statu quo ?

On s'est renseignés.

Au 1er janvier 1999 sont bel et bien entrées en vigueur, en Angleterre, les mesures sur le bien être animal : plus de paille, plus d'espace, moins de queues coupées, fin des castrations sans anesthésiant, etc. Et la simple courbe de Eurostat témoigne d'un gros souci, et d'une coïncidence : entre 1973 et 1998, les effectifs britanniques sont assez stables, tournent entre 7,5 et 8 millions de bêtes. Et d'un coup, c'est le plongeon : sous la barre des cinq millions, avoisinant les quatre millions. Presque moitié moins, en effet.

Dix années plus tard, le journal - plutôt de gauche - *The Guardian* en tirait le bilan : « *Au moins un quart de la viande vendue au Royaume-Uni est importée de nations moins exigeantes sur le bien-être animal... Le Royaume-Uni a des*

standards relativement élevés comparés au reste du monde, et même à l'Union européenne. Cependant, il n'existe aucune restriction à l'importation de viandes provenant de pays n'imposant pas de tels standards, où les coûts sont souvent moins élevés... Plus de la moitié du bacon vendu au Royaume Uni provient des Pays-Bas, du Danemark, d'Allemagne et d'Italie, où les éleveurs peuvent garder les truies en cage plus longtemps... »

Et il en allait, de même, plus ou moins, pour les poules et le boeuf.

Les leçons

Ce contre-exemple n'est pas à rejeter d'un revers de manche.

Au contraire.

Il doit interroger, sérieusement, tous les tenants d'une alternative à l'intensif, tous les adeptes d'un relèvement des normes, à la fois environnementales et sociales (pour les travailleurs des abattoirs, pour les ouvriers agricoles, pour les paysans eux mêmes). Ça ne se fait pas d'un claquement de doigt, au risque d'envoyer comme en Angleterre toute une filière dans le mur.

À nous d'en tirer des leçons.

Deux, au moins :

1 / la transformation ne peut pas passer, seulement, par des accords privés entre les producteurs et les distributeurs, avec les consommateurs incarnant le marché comme juges. Il faut l'État comme garant, sanctionnant si nécessaire ;

2 / nul véritable progrès, social ou fiscal, environnemental ici, n'est possible en économie ouverte. C'est le dumping qui l'emporte, les importations qui châtient la nation coupable d'une avancée.

La catastrophe...

« Le marché est devenu fou et furieux », estime Jean-Pierre Joly.

Et c'est un directeur de marché qui le dit.

« Mais le marché, dans le porc, il a toujours été fou et furieux ? on l'interroge.

â€” Oui mais jusqu'ici, on se battait avec des conditions similaires. Là, les Espagnols, ils paient leurs salariés 500 Euros dans les abattoirs, les Allemands pareil, c'est trois fois moins cher qu'en France. Et ils nous le disent : "Nous, à votre place, on ne tiendrait pas." Installer une station de lisier, ici, c'est 7 centimes de plus par kilo. Tandis que les Danois, eux, par exemple, ils exportent douze millions de porcelets, surtout vers la Pologne, ils les font naître, et puis ils les engraisent là bas, pour éviter les problèmes environnementaux. L'élevage moyen, là-bas, comme en Allemagne, c'est mille truies, nous c'est deux cents, donc on a du retard à rattraper.

â€” Vous dites "fou et furieux", on a vu, à l'entrée, collé à la porte, un article sur le Grand marché transatlantique ?

â€” Oui eh bien là, c'est la catastrophe. L'écart avec l'Amérique du Nord, c'est 20 %, alors ils vont nous bouffer. D'autant que les coûts du transport vont rien arranger : c'est plus cher pour nous d'envoyer nos carcasses à Nice qu'à Shanghai !

â€” Mais ça pose une alternative : soit on continue la course à la compétitivité, soit, si on veut renouer avec le progrès, environnemental notamment, il faut fermer un peu le marché ?

â€” C'est impossible dans l'Europe. Ou alors, mais on n'en prend pas le chemin, il faudrait rétablir des frontières. »

Seul horizon

Jean-Pierre Joly n'est pas le seul à émettre ainsi, à voix haute, ses doutes.

Pierre Rannou - également administrateur du marché au cadran - confie ainsi : *« On est ouverts sur le monde, c'est pas moi qui l'ai décidé, l'Europe, c'est la seule zone de libre-échange. Si le Tafta passe, il faudra que tout le monde arrête ! Ou alors, il va bien falloir qu'on devienne protectionnistes. Moi, j'ai cru en l'Union européenne, mais là, j'y crois plus... »*

C'est que la Bretagne vit des temps incertains.

Elle a capté, d'abord, le marché national, concentrant sur ses quatre départements plus de 60 % des porcs français, profitant - entre autres - d'une quasi-absence de réglementations, Far-West hexagonal de l'élevage. Elle a conquis, ensuite, des parts en Europe, voire dans le monde, envoyant ses carcasses en Russie, ou ses poulets en Afrique. Et jusque-là, le libre échange lui convenait plutôt bien, les accords du Gatt ne troublaient pas ses gros agriculteurs.

Mais voilà qu'on construit, ailleurs, des « fermes » plus gigantesques.

Voilà que les salaires, ici, ne sont plus assez bas.

Voilà que la pression se renforce pour des normessur le lisier, les nitrates.

Le libre-échange, dès lors, brille avec moins d'éclat.

Mais demeure, néanmoins, le seul horizon :

« *Et vous, pour la Bretagne, dans ce marché fou et furieux, vous voyez quel avenir ?*

â€” *Oh, y aura du bio, du label rouge... Mais le gros, ça restera le standard. Il faut qu'on maintienne notre compétitivité par rapport aux Espagnols, aux Allemands. »*

Coche loupé

« *C'est dans les années 1980 qu'on a loupé le coche.* » Éleveur de vaches, lui, Yvon Gras siège à la Chambre d'agriculture du Finistère, élu sur la liste de la Confédération paysanne.

« *À ce moment-là, les excès devenaient visibles, les dégâts sur les cours d'eau, qui étaient cachés par le miracle des décennies précédentes, ça se manifestait. Eaux et Rivières de Bretagne lançait des actions, des procès. Mais les exploitations porcines ne se posaient pas de questions, et on ne leur posait pas de questions.*

« *Toute la réflexion, c'était de ne plus avoir de réflexion. Le système, les centres comptables, la FDSEA, ils ont marché à fond pour former des jeunes avec des oeillères, avec la mise en compétition, avec l'esprit de la croissance illimitée. Et s'il y avait des problèmes, la science allait s'en occuper, la technologie, le progrès apporterait les solutions.*

« *À côté de ça, t'avais des tentatives marginales, l'agriculture biologique, mais portées par des post-soixante-huitards, la chemise qui dépassait... C'étaient des clichés, du pain béni pour les autres.*

« *Ç'a été la période charnière. Parce que, maintenant, les incohérences du modèle porcin, comme du modèle laitier, elles éclatent. Mais pour changer de direction, c'est très tard, on s'enfoncé dans l'impasse. »*

Dans cette décennie 1980, l'État apparaît schizophrène.

De sa main un peu verte, certes, lentement, il va renforcer les contraintes environnementales, au moins dans les discours - mais sans mettre en oeuvre un « *plan de désintensification* ». Au contraire : car son autre main réclame à la Bretagne d'intensifier encore, de produire plus, dans des fermes plus grandes.

Pourquoi ?

Parce que la France est revenue à son point de départ. En 1969, son déficit en porcs représentait 20 % de sa consommation. Après un équilibre, voire des excédents dans la décennie 1970, en 1984, de nouveau, le déficit atteint les 20 %. Les cochons hollandais, danois, se taillent leur part de jambon. D'où, plutôt qu'un freinage, une seconde vague de « *modernisation* »...

Trente ans plus tard, du coup, l'« *alternative* » apparaît encore balbutiante, à inventer.

« *Le boom de l'après-guerre, je le regarde comme positif, témoigne Stéphane Brélivet, jeune éleveur, Conf' et tout, repassé sur paille. Quand je vois les conditions de vie de mes grands-parents, le Finistère avait quinze ans de retard sur la France...*

« *Jusqu'à un certain stade, ça a apporté. Mais après, ils n'ont pas su s'arrêter. Le bio, c'est quasi-nul : 0,5 %. Le Label rouge, malgré des conditions pas terribles du tout, c'est 3 %. »*

Lui parie néanmoins sur un basculement :

« *Même dans ma coopérative, la plus grosse, la Cooperl, le propos a changé. J'ai entendu le directeur annoncer : "Le porc standard est mortifère", parce qu'aux États-Unis, au Canada, ils sont 20 % moins chers. En Europe, les meilleurs sont à 400 cochons par employé, chez nous c'est 120. Sur ce terrain-là, on perd. Donc, il faut changer de terrain.*

« *Dans notre génération, chez nos enfants, quel devient le critère dominant ? Le bien-être animal, une donnée qui n'existait presque pas pour nos parents. Il faut se positionner là-dessus. »*

Mais la schizophrénie de l'État - et de la société, sans doute - n'a pas disparu.

Évidemment, les rivières polluées. Évidemment, les algues vertes. Évidemment, le « *Grenelle de l'environnement* ». Et ce ministère publie des études favorables au « *sur paille* », meilleur pas seulement pour le cochon, mais aussi contre les nitrates.

Mais concrètement, c'est « *l'amendement Le Fur* », député UMP et breton, qui passe, et avec la complicité des parlementaires socialistes. Que change-t-il ? Auparavant, pour installer une porcherie de plus de 450 cochons, une

Cochons : Â« Un marché fou et furieux Â» (3)

enquête publique était nécessaire. Depuis le 1er janvier 2014, ce seuil est relevé à 2 000 bêtes. Une incitation à la concentration, pas à l'innovation.

Et pourquoi ?

Les mêmes causes produisent les mêmes effets : la France a en effet perdu en cinq ans 1,5 million de cochons. À rattraper, bien sûr...